



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Teamsters/Québec, Local 931,

agent négociateur,

et

Colispro inc.,

employeur,

et

2645-0858 Québec inc.; 9188-6960 Québec inc.;
9177-8837 Québec inc.; 9173-7536 Québec inc.;
Plani-Gestion R.B. (2006) inc.;
9037-6740 Québec inc.; Binom Trans inc.;
Olttrans inc.; 2849-5067 Québec inc.;
Transport Michel Gauthier inc.; Davlin inc.,

parties intéressées.

Dossier du Conseil : 27855-C

Référence neutre : 2011 CCRI 588

le 4 mai 2011

Un banc du Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M^e Louise Fecteau, Vice-présidente, siégeant seule en vertu du paragraphe 14(3) du *Code canadien du travail* (*Partie I – Relations du travail*) (le *Code*) doit par la présente trancher une objection préliminaire

au regard de la chose jugée soulevée par Colispro inc. Cette objection préliminaire se situe dans le contexte d'une demande d'accréditation déposée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le syndicat) en vertu de l'article 24 du *Code*.

Les parties ont transmis des observations écrites sur l'objection préliminaire et ont été entendues par le Conseil sur cette question dans le cadre d'une audience tenue le 17 mars 2011 à Montréal (Québec).

Ont comparu

M^{cs} Jean-François Beaudry et Katherine-Sarah Bouffard Larouche, pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes; et

M^{cs} Paul A. Venne et Richard Bernèche, pour Colispro inc.

I – Faits et contexte

[1] Colispro inc. (également appelée Nationex) est une entreprise de transport interprovincial faisant la livraison de différents types de colis. Elle fait affaire partout au Canada.

[2] Le 7 décembre 2009, le syndicat a présenté une demande d'accréditation afin de représenter une unité de négociation décrite comme suit :

Tous les voituriers (Brokers) et les chauffeurs, propriétaires ou locataires de leur véhicule, partie à un contrat verbal ou écrit, devant transporter des colis ou enveloppes, ainsi que les chargeurs, de l'établissement de St-Hubert de Nationex-Colispro Inc., à l'exclusion des employés visés par l'ordonnance no 8424-U du Conseil canadien des relations industrielles travaillant à l'établissement de St-Hubert.

[3] Parmi les voituriers visés par cette demande d'accréditation, on retrouve l'entreprise 2645-0858 Québec inc., dirigée par M. Yves Meunier. Dans une décision du 3 mars 2008, *Yves Meunier / 2645-0858 Québec inc.*, 2008 CCRI LD 1770, le Conseil a déterminé que les activités de transport de cette entreprise relèvent de la compétence fédérale et sont assujetties au *Code*. Le 11 avril 2008, le Conseil a rendu une ordonnance d'accréditation en faveur de Teamsters/Québec, Local 931 (les Teamsters) pour une unité de négociation comprenant tous les chauffeurs, contracteurs dépendants de 2645-0858 Québec inc. (ordonnance n° 9444-U).

[4] En réponse à la présente demande d'accréditation, Nationex conteste non seulement le fait qu'elle soit l'employeur des employés visés par la demande mais soulève une objection préliminaire fondée sur l'autorité de la chose jugée au regard de l'entreprise 2645-0858 Québec inc. et de ses chauffeurs.

[5] Nationex soutient que l'ordonnance d'accréditation rendue par le Conseil le 11 avril 2008 bénéficie de l'autorité de la chose jugée pour cette entreprise puisqu'il y aurait identité d'objet, de cause et de parties dans la présente instance.

II – Position des parties

A – Nationex

[6] Nationex rappelle les faits qui ont amené le Conseil à rendre, le 11 avril 2008, l'ordonnance d'accréditation en faveur des Teamsters pour représenter les chauffeurs et les contracteurs dépendants au service de 2645-0858 Québec inc. (ordonnance n° 9444-U). Elle fait notamment valoir que le procureur de 2645-0858 Québec inc. avait alors admis que cette entreprise était l'employeur des employés visés par la demande d'accréditation déposée par les Teamsters. Elle souligne que les Teamsters eux-mêmes avaient également fait une admission en déclarant que, malgré les liens étroits existant entre Nationex et 2645-0858 Québec inc., c'est bien cette dernière qui congédie, impose des mesures disciplinaires et rémunère les employés, et exerce un contrôle au quotidien sur l'accomplissement du travail.

[7] Nationex allègue qu'aucun changement juridique ou factuel n'est survenu depuis que le Conseil a rendu son ordonnance du 11 avril 2008 en faveur des Teamsters. Nationex soutient dès lors que 2645-0858 Québec inc. est toujours l'employeur des chauffeurs, contracteurs dépendants visés par la demande d'accréditation déposée par le syndicat.

[8] Nationex allègue aussi que le Conseil ne peut modifier l'ordonnance qu'il a rendue le 11 avril 2008. Cela équivaudrait, selon elle, à un réexamen de cette ordonnance alors qu'aucun fait nouveau ne justifie de le faire et qu'aucun critère applicable en matière de réexamen n'est rempli.

[9] Nationex a présenté plusieurs décisions du Conseil qui portent sur son pouvoir de réexamen ainsi que de la doctrine relative à l'autorité de la chose jugée.

[10] Relativement à l'autorité de la chose jugée, le procureur de Nationex allègue que les trois critères élaborés par la jurisprudence en droit civil sont remplis, soit l'identité d'objet, de cause et de parties. Il cite sur cette question les auteurs Jean-Claude Royer et Léo Ducharme et plusieurs décisions de tribunaux de droit civil. Il soutient en outre que, bien que d'autres parties soient visées par le présent dossier de demande d'accréditation, il y a tout de même identité des parties en ce qui concerne la relation qui existe entre les employés de 2645-0858 Québec inc. et leur employeur. Il allègue que l'objet en litige dans le présent dossier est exactement le même que celui qui a été tranché en 2008, soit l'identité du véritable employeur des employés de 2645-0858 Québec inc. Il allègue de plus que la cause est aussi la même puisqu'elle concerne de nouveau la relation contractuelle entre 2645-0858 Québec inc. et Nationex.

[11] Ainsi, Nationex estime que les parties concernées par l'objet et la cause sont les mêmes que celles qui étaient parties à l'ordonnance du 11 avril 2008, soit Nationex et 2645-0858 Québec inc.

[12] Relativement au pouvoir de réexamen du Conseil, le procureur de Nationex fait entre autres référence à la décision *Ted Kies*, 2008 CCRI 413, et soutient que le syndicat ne fait valoir aucun des éléments énoncés qui pourraient permettre au Conseil de modifier l'ordonnance qu'il a rendue le 11 avril 2008. Il soutient en effet qu'aucun fait n'est survenu depuis que le Conseil a rendu son ordonnance en faveur des Teamsters qui le justifierait de modifier ladite ordonnance selon l'article 18 du *Code*. Il soutient donc que 2645-0858 Québec inc. est toujours l'employeur des employés de 2645-0858 Québec inc. et que par conséquent, ces employés ne peuvent être visés par la demande d'accréditation du syndicat.

B – Le syndicat

[13] Le syndicat soutient que l'autorité de la chose jugée ne peut trouver application dans la présente affaire. Il allègue en effet qu'une des trois conditions est manquante, soit l'identité des parties,

laquelle est essentielle selon lui à l'application de ce principe. Il soutient que les parties ne sont pas les mêmes dans la présente instance que celles qui étaient présentes dans le cadre de l'ordonnance d'accréditation émise le 11 avril 2008. Il fait valoir que le syndicat visé par l'ordonnance du 11 avril 2008 (les Teamsters) n'est pas celui qui est visé dans le présent dossier.

[14] Au surplus, le syndicat soutient que l'autorité de la chose jugée est de toute manière inapplicable aux décisions du Conseil en raison de son pouvoir de réexamen prévu à l'article 18 du *Code*. À cet égard, il fait référence à la décision *Bayside Port Employers Association Inc.*, 2004 CCRI 293.

[15] Le syndicat estime qu'en raison du contexte évolutif des relations du travail, le Conseil n'est pas lié par l'autorité de la chose jugée car il peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions à tout moment, conformément à l'article 18 du *Code*.

[16] Le syndicat allègue également que le Conseil n'est pas restreint, dans le cadre du pouvoir de réexamen que lui confère l'article 18 du *Code*, aux critères énumérés à l'article 44 du *Règlement de 2001 sur le Conseil canadien des relations industrielles*. Il cite à cet effet la décision récente du Conseil dans *Société des Arrimeurs de Québec c. Syndicat canadien de la Fonction publique, section locale 3810*, 2008 CAF 237.

[17] Le syndicat ajoute que le Conseil doit, lorsqu'une demande d'accréditation comme celle à l'étude est déposée, considérer ladite demande comme une demande de réexamen des ordonnances antérieures. Pour ce faire, il fait référence à la décision *CITV SUB Inc.*, 2001 CCRI 134. Le syndicat estime que le Conseil devrait, dans le cadre de la présente demande d'accréditation, réexaminer son ordonnance rendue le 11 avril 2008 afin de tenir compte des circonstances toutes particulières du présent dossier.

[18] Le syndicat soutient que, bien que 2645-0858 Québec inc. effectue en théorie l'embauche, le congédiement et la supervision des chauffeurs propriétaires, la réalité est bien différente et qu'en fait, le « contrôle fondamental » est détenu par Nationex.

[19] Le syndicat soutient également que c'est en raison de la dépendance économique de 2645-0858 Québec inc. à l'égard de Nationex et du contrôle des conditions et de l'exécution du travail par cette dernière qu'aucune convention collective n'a pu être signée entre les parties.

[20] Le syndicat conclut donc que la demande d'accréditation devrait être considérée par le Conseil, au regard de l'entreprise 2645-0858 Québec inc., comme étant une demande de réexamen de l'ordonnance du 11 avril 2008.

III – Analyse et décision

[21] Le Conseil doit se prononcer sur l'objection préliminaire présentée par l'employeur au regard de la chose jugée en ce qui a trait à l'entreprise 2645-0858 Québec inc.

[22] Dans *Bayside Port Employers Association Inc.*, précitée, le Conseil a précisé que la règle de l'autorité de la chose jugée devait être appliquée avec circonspection. Il s'est alors exprimé comme suit :

[22] Cependant, le Conseil a, à l'instar d'autres tribunaux du travail, appliqué cette règle avec circonspection en raison de l'évolution constante du contexte des relations du travail. Dans le cas du Conseil canadien des relations industrielles, l'article 18 du *Code* prévoit une exception générale et inhabituelle à la règle, telle qu'elle est appliquée par les tribunaux, en ce que le Conseil y est habilité à réviser ses propres décisions :

18. Le Conseil peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions ou ordonnances et réinstruire une demande avant de rendre une ordonnance à son sujet.

[23] En conséquence, le Conseil peut, à tout moment, sur demande des parties, réexaminer le certificat d'une unité de négociation. Ce réexamen peut aller dans un sens comme dans l'autre, c'est-à-dire que le syndicat peut demander l'élargissement du certificat tout aussi bien que l'employeur peut demander la modification de la composition de l'unité de négociation par suite, par exemple, de changements opérationnels.

[23] Dans cette décision, le Conseil a rejeté l'objection préliminaire se rapportant à l'autorité de la chose jugée relativement à l'ordonnance d'accréditation qu'il avait rendue sept ans plus tôt. Il a alors expliqué que la loi à laquelle il est assujéti l'autorise à réexaminer ses propres décisions.

[24] D'entrée de jeu, il est indéniable que les parties visées par une ordonnance d'accréditation peuvent revenir devant le Conseil pour qu'il révise cette ordonnance et ce, à plus ou moins brève échéance. Par exemple, il se pourrait que le Conseil, en vertu de l'article 18 du *Code*, modifie la description de l'unité de négociation pour refléter ou tenir compte d'une expansion ou d'une réorganisation de l'employeur. Il le fait d'ailleurs assez régulièrement. Cela montre bien qu'une ordonnance d'accréditation peut évoluer dans le temps, tout dépendant de la réalité des relations du travail au sein de l'entreprise.

[25] Cela étant dit, le Conseil peut-il, dans le cas présent réviser l'ordonnance d'accréditation qu'il a rendue le 11 avril 2008 ou considérer, comme le soutient le syndicat, la demande d'accréditation comme équivalant à une demande de révision de l'unité qu'il a déterminée le 11 avril 2008?

[26] Pour bien analyser les prétentions du syndicat, il convient dans un premier temps de situer le contexte de l'ordonnance d'accréditation que le Conseil a rendue le 11 avril 2008.

[27] Il s'agissait d'une demande d'accréditation déposée le 26 septembre 2007 par les Teamsters en vue de représenter « tous les contracteurs dépendants » au service d'Yves Meunier / 2645-0858 Québec inc.

[28] L'entreprise 2645-0858 Québec inc. a d'abord remis en question la compétence constitutionnelle du Conseil en soutenant qu'elle n'exerçait que des activités de transport provincial. Les Teamsters ont contesté la position de 2645-0858 Québec inc. en faisant valoir que les activités de cette dernière étaient exclusives à une entreprise assujettie au *Code*, soit Nationex.

[29] Le Conseil a tenu une audience sur la question de la compétence constitutionnelle, et a déterminé que les activités de l'entreprise 2645-0858 Québec inc. constituaient de fait une partie intégrante de l'exploitation de transport interprovincial de Nationex. Le Conseil a donc statué que la demande d'accréditation déposée par les Teamsters relevait de sa compétence.

[30] Par la suite, l'entreprise 2645-0858 Québec inc. a fait valoir au Conseil qu'elle n'était pas l'employeur des employés visés par la demande d'accréditation, que son entreprise était aussi un entrepreneur dépendant au sens du *Code* et que Nationex était le véritable employeur.

[31] Le Conseil a donc invité Nationex à lui soumettre ses observations sur la question du véritable employeur et lui a d'ailleurs donné un statut de partie intéressée au dossier. Peu de temps après, le 18 mars 2008, le procureur de 2645-0858 Québec inc. faisait part au Conseil qu'il retirait la lettre dans laquelle il alléguait qu'il n'était pas l'employeur des employés visés par la demande d'accréditation. Il précisa par la suite que sa cliente était l'entité qui contrôlait entièrement l'embauche et le congédiement de tous ses chauffeurs et qu'elle pouvait retirer ou modifier leur itinéraire en tout temps. Il soulignait de plus que l'exécution du travail était également sous l'entière supervision de sa cliente, qui se chargeait seule de réprimander les chauffeurs ou de leur imposer des mesures disciplinaires. Il ajoutait de plus que sa cliente contrôlait également la rémunération de ses chauffeurs et effectuait aussi l'encadrement de leur travail supplémentaire, le cas échéant.

[32] Les Teamsters, qui avaient déposé la demande d'accréditation dans cette affaire, ont alors confirmé le tout le 26 mars 2008 :

Si il est vrai, selon le dossier, que des liens étroits existent entre Colispro Inc. et 2645-0858 Québec Inc., selon nos informations, ce dernier embauche, congédie, discipline, rémunère et exerce un contrôle au quotidien sur l'accomplissement du travail.

[33] À la lumière de l'ensemble de ces observations, le 11 avril 2008, le Conseil rendait donc l'ordonnance n° 9444-U, dans laquelle il accréditait les Teamsters à titre d'agent négociateur pour une unité de négociation comprenant tous les chauffeurs, contracteurs dépendants de 2645-0858 Québec inc.

[34] Dans le présent dossier, comme le souligne Nationex dans ses observations, rien dans la preuve ne montre qu'il y a eu de changement juridique ou factuel qui soit survenu depuis l'ordonnance que le Conseil a rendue le 11 avril 2008, au regard des liens entre 2645-0858 Québec inc. et ses chauffeurs, contracteurs dépendants. Aucune preuve à cet égard n'a été présentée par le syndicat.

[35] Il est vrai que le Conseil peut, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'article 18 du *Code*, réviser une ordonnance d'accréditation à la lumière de faits nouveaux et de l'évolution du contexte particulier des relations du travail. Cependant, la demande actuelle du syndicat équivaut presque à une demande de rétractation de jugement déposée par un tiers plutôt qu'à une demande de révision. En effet, le syndicat n'était pas une partie au dossier d'accréditation initiale. Il n'est dès lors pas en mesure de se prononcer sur l'état de faits qui a conduit le Conseil à rendre son ordonnance d'accréditation du 11 avril 2008.

[36] Dans sa réplique, le syndicat invoque que le Conseil aurait été en quelque sorte mal renseigné par les parties et il soutient que « lors de l'enquête ayant mené à l'ordonnance 9444-U, les parties ont omis de mettre en preuve l'ensemble des faits pertinents à la détermination de la dépendance économique ». Cependant, lors de sa plaidoirie, le syndicat n'a pas fait valoir l'existence de faits nouveaux qui permettraient au Conseil de justifier le réexamen de sa décision et conclure qu'un nouvel employeur emploie désormais les chauffeurs et contracteurs dépendants de l'entreprise 2645-0858 Québec inc. En 2008, cette entreprise a elle-même déclaré être l'employeur de ces employés. Contrairement au syndicat, cette entreprise était bel et bien l'une des parties au dossier. Cependant, cette entreprise n'a jamais demandé au Conseil de réviser l'ordonnance d'accréditation ayant déterminé son statut d'employeur. C'est d'ailleurs aussi le cas des Teamsters, l'agent négociateur qui était concerné par cette détermination. La position du syndicat devient alors aussi inusitée que celle d'un tiers qui soutiendrait qu'une femme ne pouvait légitimement, quelques années auparavant, affirmer être la mère de son enfant.

[37] Le syndicat n'a pas fait valoir qu'une vente d'entreprise, un transfert d'actifs ou une cessation quelconque d'activités aurait pu faire en sorte que 2645-0858 Québec inc. ne devrait plus être considérée comme l'employeur des employés visés.

[38] Dans l'affaire *Aramark Québec Inc.*, 2001 CCRI 123, le Conseil a été saisi d'une demande semblable, à certains égards, à la présente demande. Les Métallurgistes unis d'Amérique, section locale 7065 (les Métallurgistes) avaient alors présenté une demande de vente d'entreprise au Conseil en vertu de l'article 44 du *Code* et remettaient en question l'identité de l'employeur dans une ordonnance d'accréditation rendue par le Conseil de nombreuses années auparavant. L'employeur

visé par la demande était une entreprise de chemin de fer qui offrait anciennement des services de restauration. Cette entreprise s'était départie de ces services et avait plutôt passé un contrat avec un sous-traitant. Le Conseil avait alors rendu une ordonnance d'accréditation aux Métallurgistes afin de représenter les employés de ce sous-traitant. Plusieurs années plus tard, l'entreprise de chemin de fer a décidé de retenir un sous-traitant différent pour offrir les mêmes services de restauration. Les Métallurgistes voulaient alors faire reconnaître un droit de succession en alléguant que l'entreprise de chemin de fer avait, dans les faits, toujours été le véritable employeur des employés du premier sous-traitant. La majorité du Conseil a rejeté la demande des Métallurgistes et s'est exprimée comme suit au sujet de la détermination du véritable employeur :

[26] Il ne fait aucun doute que tous ces allégués contestent les décisions antérieures du Conseil et soulèvent des faits qui non seulement n'ont jamais été présentés auparavant, mais qui s'apparentent à une réouverture d'enquête. Le requérant demande au Conseil de remédier à ces décisions en les reniant et en rétablissant que QNS&L a toujours été l'employeur. Le Conseil estime qu'une telle demande signifie à toutes fins pratiques une demande de rétractation et par conséquent une demande de réexamen de quatre décisions antérieures du Conseil.

...

[28] À la lumière de ces critères, le Conseil ne voit pas en quoi le problème de l'identité de l'employeur aurait été jusqu'ici imprévisible ou n'aurait pu être traité de façon satisfaisante lors de l'ordonnance de 1983 ou encore au moment de la demande conjointe des parties du 20 juillet 1991 de modifier le nom de l'employeur de Crawley à Sodexo. Les faits soulevés dans la présente demande ne sont pas nouveaux et le requérant ne soulève aucun motif visant à éclairer le Conseil sur la façon dont ces faits ou considérations auraient pu donner lieu à des ordonnances différentes à l'époque où elles ont été rendues. ...

[39] Le Conseil en vient aux mêmes conclusions dans la présente affaire. Cela est d'autant plus vrai que, dans le cas qui nous occupe, le syndicat n'a jamais été partie au dossier d'accréditation ayant mené le Conseil à rendre l'ordonnance du 11 avril 2008.

[40] Par ailleurs, le Conseil a déjà indiqué à plusieurs reprises que son pouvoir de réexamen en vertu de l'article 18 du *Code* n'est pas un moyen de débattre de nouveau les mêmes questions lorsqu'une partie n'est pas satisfaite de la décision rendue (voir *Banque Nationale du Canada, Jonquière-Kénogami* (1991), 85 di 186 (CCRT n° 882). De plus, comme l'indique l'article 22 du *Code*, les décisions ou ordonnances du Conseil sont définitives.

[41] Le Conseil ne peut certes aujourd'hui modifier ou annuler l'ordonnance d'accréditation qu'il a rendue le 11 avril 2008 à la demande d'un autre syndicat, qui n'était pas partie au dossier de la demande d'accréditation déposée le 26 septembre 2007 et qui se trouve maintenant insatisfait de l'ordonnance rendue.

[42] Pour toutes ces raisons, le Conseil conclut qu'il ne peut réviser l'ordonnance d'accréditation du 11 avril 2008, et déclare que les chauffeurs et contracteurs dépendants de 2645-0858 Québec inc. ne peuvent être visés par la demande d'accréditation déposée par le syndicat en date du 7 décembre 2009, en raison du fait que leur véritable employeur a déjà été déterminé.

[43] Le Conseil tient cependant à préciser que l'ordonnance qu'il a rendue le 11 avril 2008 n'a pas tranché la question du lien de dépendance qui pourrait exister entre M. Yves Meunier, président de 2645-0858 Québec inc. et Nationex, si tant est qu'il pouvait être démontré que M. Meunier est un employeur qui est tout de même un entrepreneur dépendant de Nationex.

Louise Fecteau
Vice-présidente